**Rapport d’activités**

**Période du 01/02/2014 au 31/12/2014**

Ressources requises : **1.349.212USD**

Ressources financées : **1.349.212USD**

* Fonds PNUD **597.050 USD**
* Fond 11888 137.200 USD
* Gouvernement algérien 614.962USD

dont frais de gestion (3%) 17.912 USD

Période du projet: 2014 -2016

Domaine stratégique PNUD : Gouvernance démocratique

Atlas Award ID :

Date de début : Janvier 2014

Date de fin : Janvier 2016

Date du LPAC : 11 mars 2013

Arrangement de gestion : Mise en œuvre Nationale

1. **Identification du Projet :**

Le projet « Appui à la réinsertion sociale des détenus » a comme objectif principal de renforcer la prise en charge des détenus en phase intra et post carcérale, en matière de réinsertion sociale et répondre davantage aux préoccupations et attentes de cette frange de la société qui la plupart du temps souffre de marginalisation. Le projet consacrera un intérêt primordial au facteur humain pour la mise en place de mécanismes de développement durables, dans la continuité de l’appui du PNUD au projet réalisé conjointement durant la période 2003-2007, en tenant compte du renforcement des capacités et l’introduction d’outils modernes de gestion, en impliquant la société civile dans les différentes étapes de réinsertion, en tenant compte de la dimension genre et l’institution d’un nouveau dispositif de réinsertion dénommé « Le régime intégral ».

Quatre axes d’interventions sont prévus par le projet :

1. Elaboration de programmes de traitement appuyant la prise en charge individuelle des détenus;
2. Adaptation et extension du service d’évaluation et d’orientation des détenus ;
3. Implication avancée de la société civile dans le processus de réinsertion intra et post carcéral des détenus;
4. Echanges Sud Sud des meilleures pratiques suivies dans le cadre des réformes nationales.
5. **Lancement du projet et activité réalisées :**

La cérémonie de signature du Projet a eu lieu le 18 décembre 2013, y ont participé M. Mokhtar FELIOUNE, Directeur Général de l’Administration Pénitentiaire au niveau du Ministère de la Justice, M. Merzak BELHIMEUR, Directeur Général des Relations Economiques et de la Coopération Internationale (DGRECI) au niveau du Ministère des Affaires Etrangères et Mme Cristina AMARAL, Coordinatrice Résidente des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD en Algérie.

Depuis cette date, un premier Comité National de Pilotage s’est tenu **le 17 février 2014** et a abouti aux conclusions suivantes :

* Approbation du rapport initial du projet et la demande d’une transmission régulière du calendrier détaillé des activités ;
* Acceptation de recourir à des Comités Nationaux de Pilotages virtuels (Via internet) vue la nécessité de flexibilité exprimée par les membres ;
* Engagement d’un expert international au lieu d’un expert national pour la formation des formateurs sur les programmes de traitement individuel prévu sur 1.3 dans le cadre des ressources et résultats ;
* Validation de Plan de travail et contenu de « l’appel de fond » par échange de courriers électroniques après présentation du calendrier des activités.

Par ailleurs, un appel de fonds a vu l’injection par le gouvernement Algérien le 31 mars 2014 d’un montant de 124 500 USD pour l’année 2014 représentant la quote-part Algérienne. Il est à noter à ce titre, qu’il s’agit du premier projet de coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement qui voit son financement par le gouvernement survenir dès sa phase de lancement.

Le 4 mai 2014, L’unité de Gestion du Projet a été installée au sein des locaux de la Direction Générale de l’Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion. Elle est composée de Mr Mohamed BERKOUN, Directeur National du Projet, de Mme Meriem ALAOUI, Coordonnatrice Nationale du Projet et de Mme Nedjma LAIB Assistante du Projet.

1. **Activités réalisées :**

*Produit 1*. *Des programmes de traitement individuel des détenus sont élaborés et le personnel concerné est formé sur leur mise en œuvre.*

* L’expert National chargé de définir les spécifications requises pour les programmes de prise en charge des détenus a été recruté après le lancement d’un appel à compétences en avril et l’organisation d’un comité de sélection composé du DNP et de fonctionnaires du PNUD en il s’agit de Mr Mokhtar KERBAL.

La mission de cet expert qui a débuté le 18 mai 2014 a porté sur les activités suivantes :

* Animation d’un atelier d’évaluation de l’expérience de L’unité d’Evaluation et Orientation d’El-Harrach menée depuis 2005 à l’UR d‘El Harrach - en lien avec les travaux de l’UAP - Union européenne. Cet atelier a eu lieu à l’hôtel El Marsa le 19 et 20 mai 2014.
* Animation de trois ateliers le 2/3, 8/9 et 16/17 juin sur les difficultés vécues en phases intra- et post-carcérales par les groupes vulnérables femmes, mineurs et personnes sensibles à la récidive et identification de leurs besoins.
* Visites sur le terrain de l’Etablissement de rééducation et réadaptation d’ El Harrach, Service Extérieur de Blida Etablissement de rééducation et de réadaptation de Bordj Bou Arreridj et centre de mineurs de Sétif le 13/ 14 et 19 /20 octobre pour prendre connaissance de l’environnement et des besoins des détenus.
* Réalisation d’une étude sur les profils criminologiques de la population carcérale algérienne et les besoins prioritaires identifiés.
* Elaboration en collaboration avec le consultant international des cahiers de charges pour des programmes de traitement et de formation, prenant en compte les besoins identifiés.

Les comptes rendu liés à cette mission sont en annexe 1 du rapport.

* L’expert international chargé d’étudier les programmes et meilleures pratiques internationales en matière de prise en charge des détenus a entamé sa mission le 1 juillet 2014. Il s’agit de Monsieur Andireu ESTELLA, sélectionné par un comité de sélection composé de membres de l’UGP et de fonctionnaires du PNUD.

Son expertise portera sur les activités suivantes :

* Visites sur le terrain du Service d’EL Harrach le 17/09/2014 du Service extérieur de Blida 18/09 de l’établissement de rééducation de Bouira le 22/09/2014 de l’établissement de rééducation et réadaptation de Bejaia le 29/09/2014 de l’établissement de rééducation et réadaptation de Bordj Bou Arreridj, quartier de femmes le 29/09/2014 et le service de mineurs de de Gdiel (pour prendre connaissance de l’environnement et des besoins en coordination avec le consultant national.
* Réalisation d’une étude et synthèse des modèles et programmes de traitement internationaux de référence.
* Elaboration des cahiers de charges pour les programmes de traitement et les formations prenant en compte les besoins identifiés en collaboration avec le consultant national.
* Identification des instituts, organismes et associations internationaux spécialisés, appelés à fournir des programmes de traitement spécialisés.

Les comptes rendus liés à cette mission sont en annexe 2.

Les deux missions cité ci-dessus ont pris fin en décembre 2014 puisque le 10 de ce même mois a eu lieu un atelier de validation du cahier des charges dont le rapport est en annexe 3.

*Produit 3.La société civile dans son rôle d’appui à la réinsertion sociale est renforcée.*

* Une consultante nationale chargée d’établir un état des lieux et de proposer un plan d’actions pour impliquer la société civile dans la réinsertion et renforcer les capacités des associations actives dans la réinsertion sociale des détenus a été recrutée le 1 er septembre suite à un recrutement conforme au procédures ( appel d’offre et comité de sélection tenu le 11 juin 2014). Il s’agit de Madame Abla ROUAG qui sur une période de six mois accomplira les missions suivantes :
* Visites de l’Établissement de rééducation et réadaptation de Boussouf le 12/10/2014, le service extérieur de Batna 13/10/2014 Tazoult le 13/10/2014 le service extérieur de Bouira 15/10/2014 l’ERR d’el Harrach 16/10/2014 ainsi que le centre de rééducation et réinsertion de mineurs Sétif 19/10/2014.
* Animation d’ateliers et journées d’études (ateliers d’échange DGAPR/ OSC, séminaire national d’échange d’expériences et de propositions OSC).
* Animation du comité de suivi DGAPR/ OSC. Ce derpas assez de temps – pas d’ateliers solution proiposée dernier séminaires de l’année 2015) Analyse du potentiel de l’intervention de la société civile en milieu carcéral et propositions d’amélioration.
* Etude des bonnes pratiques internationales.
* Etude de faisabilité pour la création d’un centre de référence d’accueil pour femmes ex-détenues.
* Mise à jour et publication du guide sur l’action de la société civile en milieu carcéral.
* Formation de renforcement des capacités des associations des associations

C’est dans ce cadre que trois séminaires régionaux de rencontre entre les Organisations de la Société Civile (OSC) et la DGAPR ont été animés par Madame Rouag le 17 septembre à Sidi Bel Abbès pour la région Ouest, le 30 septembre à Alger pour la région Centre, le 14 octobre à Sétif pour la région Est. Ces rencontres ont eu pour objet de dresser l’état des lieux de la participation de la société civile à la réinsertion sociale des détenus en Algérie, d’identifier des pistes d’amélioration pour renforcer le rôle de la société civile dans ce domaine et créer un espace d’échanges entre les associations régionales, l’administration pénitentiaire et les autres acteurs locaux intervenant dans la réinsertion sociale des détenus.

Par ailleurs, la consultante à animé un séminaire nationale de rencontre Société Civile- DGAPR à Alger le 3 décembre 2014. Il a compté la présence d’environ 180 personnes issues en majorité de la société civile et de diverses institutions étatiques. Il a aussi vu la participation de quatre intervenants internationaux, présentant les modèles d’intervention en réinsertion sociale, un représentant du service correctionnel du Québec Canada, un représentant de l’association des services de réhabilitation sociale du Quebéc, SPIP paris Fet l’association succes pathways du Royaume-Uni.

L’ensemble de ces travaux sont disponible dans l’annexe 4 du document.

1. **Etat financier :**

Au 30 décembre 2014 la situation des dépenses du projet est comme précisé dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Produits du Projet | Budget Total (USD) | Dépenses effectives au 31/12/2014 (USD) | Taux de déboursement |
| Traitement Individuelle | 68 900 | 54 318,00 | 79% |
| Société Civile | 103 600 | 74 679,56 | 72% |
| Project Management | 145 100 | 99 880, 35 | 68% |
| Total | 317 600 | 228 877,91 | 72% |

1. **Activité prévues en 2015 :**

*Produit 1*. *Des programmes de traitement individuel des détenus sont élaborés et le personnel concerné est formé sur leur mise en œuvre.*

* Acquisition des programmes de traitement et formation sur ces programmes (jan-octobre 2015).
* Voyages d’études de formateurs dans les pays appliquant les programmes acquis.

*Produit 2. Des services spécialisés de prise de charge des détenus sont renforcés et étendus sur le territoire national*

* Des séminaires de formation à l’attention des cadres impliqués dans le processus de réinsertion, le personnel des services d’évaluation et d’orientation et le personnel des services extérieurs de réinsertion.

*Produit 3 :La société civile dans son rôle d’appui à la réinsertion sociale est renforcée*

* Elaboration d’un plan de formation à l’attention des associations par l’édition d’un guide
* Organisation d’ateliers de formations spécifiques de renforcement à l’attention des associations
* Réalisation de voyages d’études pour les associations dans les pays modèles.

*Produit 4 : Des échanges Sud Sud permettent la diffusion des meilleures pratiques éprouvées à l’échelle internationale dans le domaine de la réinsertion*

* Séminaire international sur les meilleures pratiques régionales de prise en charge et de

réinsertion des détenus

* Réception d’une délégation étrangère pour exposer les progrès réalisés en Algérie et entretenir des contacts rapprochés.

**V.I Changements proposés au comité :**

L’exécution du projet a relevé certaines réserves relatives à certaines activités telles que prévues dans le document de projet. A cet effet, et pour une meilleure efficacité, l’Unité de Gestion de Projet soumet au Comité d’évaluation les changements suivants :

* Dans le produit 1, était prévu le recrutement d’un expert international pour la dispense des programmes de traitement acquis au cours de l’année. Il est proposé de renoncer à cette expertise et d’introduire la formation dans le cahier des charges prévu pour l’acquisition des programmes. Ceci permettra un gain de temps et d’argent important pour le projet.
* Toujours pour le Produit 1, confier l’élaboration du plan d’extension de l’application des programmes et le plan de formation du personnel de la DGAPR aux cadres de la DGAPR et non plus à l’expert international qui devait être recruté notamment pour cette mission.
* Pour le Produit 2, Recourir à une expertise internationale de trois mois au lieu de six pour la Communication et la diffusion de la stratégie de prise en charge des détenus, puisque les termes de références de cette expertise seront revus à la baisse.
* Pour le Produit 4, Coïncider l’arrivée d’une délégation étrangère avec le séminaire international sur les meilleures pratiques régionales de prise en charge des détenus prévu en décembre 2015 au lieu d’organiser un voyage d’étude prévu pour l’exposition des progrès réalisés par l’Algérie. Ceci permettra une meilleure visibilité des produits à travers des visites et de multiplier les occasions d’échanges car la délégation sera composée de plusieurs représentants de pays.